Écriture théâtrale et “mémoire historique” en Espagne

Réflexions sur *Patriotas (Historia de un viejo y su perro)*

Miguel PALACIOS

Escuela Supérior de Arte Dramático (ESAD) de Séville

DOI : https ://doi.org/10.17184/eac.10034

Résumé : À partir de ma double pratique d'enseignant-chercheur – professeur à l'École Supérieur d'Art Dramatique de Séville – et d'auteur dramatique, je me propose d'interroger l'écriture théâtrale, sa place et son sens dans le travail de récupération de “la mémoire historique” dans l'Espagne actuelle – quatre-vingt-dix ans après le déclenchement de la guerre civile –, à partir de ma pièce théâtrale *Patriotas (Historia de un viejo y su perro)* (2023). Il s'agit d'exposer quelques-unes des clés de mon processus créatif et de tenter d'expliquer, au moins en partie, ce besoin qu'éprouvent aujourd'hui beaucoup d'auteurs dramatiques espagnols d'écrire, comme moi, sur ce sujet.

Mots-clés : théâtre espagnol - guerre civile 1936-1939 - franquisme - mémoire

Abstract: Based on my dual role as a teacher-researcher – professor at the Higher School of Dramatic Art in Seville – and playwright, I propose to examine playwriting, its place and meaning in the work of recovering “historical memory” in today's Spain – ninety years after the outbreak of the civil war – based on my play *Patriotas (Historia de un viejo y su perro*) (2023). The aim is to reveal some of the keys to my creative process and to attempt to explain, at least in part, the need that many Spanish playwrights today feel to write, like me, on this subject.

Keywords: Spanish theatre - Civil War 1936-1939 - Francoism - historical memory

1 Introduction

Le 18 juillet 1936, le général Gonzalo Queipo de Llano (1875-1951) lance l'assaut sur le bâtiment du siège du Gouvernement Militaire de la Région Sud, situé sur la place de la Gavidia, à environ quatre-cents mètres de l'actuelle École Supérieure d'Art Dramatique de Séville (ESAD) où j'enseigne depuis 2018. À ma grande surprise, la plupart de mes étudiants ignoraient tout de cet événement majeur de l'Histoire l'Espagne. Cependant, la plupart d'entre eux, avait entendu parler de Queipo de Llano en raison

d'un événement d'actualité, le déplacement de sa tombe qui, jusqu'en novembre 2022, se trouvait dans la Basilique de la Macarena, une construction emblématique de la première période du franquisme, celle du national-catholicisme. Rappelons que la basilique, commencée en 1941 et achevée en 1949, fut parrainée par Queipo de Llano et son épouse. Mais n'oublions pas aussi que la muraille de la Macarena a servi de lieu d'exécution pendant la guerre civile comme le décrit le personnage – un colonel républicain condamné à mort – de ma pièce *El otoño de los patriotas* (*L'automne des patriotes*), scène 1, « Le crépuscule des patriotes » : « Le 18 septembre, à 6 heures 30 du matin, on est venu me chercher. […] Ils nous ont emmenés à la Macarena et nous ont alignés le long de la muraille. Je te l'ai déjà dit, Juan, dans ce pays n'importe quel mur sert à fusiller des patriotes, alors une muraille, c'est encore mieux. » (Palacios 2024 : 161). Ce déplacement de la tombe de Queipo de Llano, responsable de la mort de près de 50 000 personne et surnommé le « vice-roi » ou encore « le boucher » d'Andalousie, avait été revendiqué avec insistance, les actes de contestation s'étaient multipliés, certains de nature artistique comme l'action portée par l'association « Femmes vêtue de noire pour la paix et le désarmement » (Blanco 2013). Ainsi, le jeudi 3 novembre 2022, au petit matin, conformément à la récente Loi dite de « la Mémoire Démocratique » entrée en vigueur le 21 octobre, ses restes furent exhumés :

> La confrérie de la Macarena a attendu qu'une nuit épaisse enveloppe Séville et que les portes de la basilique du même nom soient fermées aux fidèles pour procéder, dans la plus grande discrétion, à l'exhumation des restes du général putschiste Gonzalo Queipo de Llano, dans la nuit de mercredi 2 à jeudi 3 novembre.
>
> Depuis sa mort, en 1951, ce militaire sanguinaire, responsable de la mort de près de 45 000 personnes en Andalousie durant la guerre d'Espagne (1936-1939), occupait une place de choix dans l'église, au pied de l'autel dédié à Saint-Joseph. Il y était honoré aux côtés de son épouse, ainsi que de l'auditeur militaire Francisco Bohorquez, l'un des principaux collaborateurs de la terrible répression infligée par les nationalistes aux républicains dans le sud de l'Espagne. (Morel dans *Le Monde*, 3 novembre 2022)[1]

En Espagne, en matière d'ignorance de son Histoire contemporaine, Séville ne fait pas exception. La dictature du général Franco s'est efforcée de promouvoir l'oubli. Avec la Transition et l'installation de la démocratie, le pacte de l'« amnésie » s'est imposé. Alors même que « le pays compte le plus grand nombre de victimes de disparitions forcées au monde, après le Cambodge » (Guien 2018 : 22)[2]. Il faut attendre le geste fort de la Loi sur la Mémoire Démocratique (Loi 20/2020) dont le préambule rappelle que : « Le régime franquiste a imposé dès le début une puissante politique de la mémoire qui a radicalement exclu, criminalisé, stigmatisé et rendu invisibles les victimes vaincues

[1] Sandrine Morel, « À Séville, les restes du général franquiste Queipo de Llano sortent de la basilique de la Macarena, *Le Monde* 3 nov 2022. En ligne : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/03/a-seville-les-restes-du-general-franquiste-queipo-de-llano-sortent-de-la-basilique-de-la-macarena_6148407_3210.html

[2] « Omniprésentes dans la péninsule, les fosses communes renferment les corps d'au moins cent quatorze mille personnes exécutées durant la guerre civile et la période de répression franquiste qui l'a suivie. » (Guien 2018 : 22-23).

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

après le triomphe du coup d'État militaire contre la République légalement constituée (Loi 20/2022 : 7).

2 De la "Loi d'amistie" (46/1977) à la "Loi sur la mémoire historique" (52/2007) et la "Loi sur la mémoire démocratique (20/2020)

J'ai commencé l'école primaire en 1976, c'est-à-dire, au début de la Transition. Ni à l'école, ni au lycée, je n'ai étudié l'histoire contemporaine. Les programmes allaient des Rois Catholiques à la Guerre d'Indépendance contre l'occupation napoléonienne, avec un accent particulier mis sur la Reconquête, la Découverte de l'Amérique et l'Espagne impériale de Charles Quint et de Philippe II. Rien sur la dictature de Primo de Rivera (1923), rien sur Alfonso XIII, rien sur les deux républiques espagnoles – la très courte première république (1873-1874) et la deuxième (1931-1939) interrompue par la Guerre civile – et, bien sûr, rien sur la Guerre civile ou sur les quarante années d'autocratie.

Franco meurt le 20 novembre 1975. La transition commence. Le 9 avril 1977, le parti communiste espagnol est légalisé et le 15 juin 1977 ont lieu les premières élections démocratiques depuis 1936. Le peuple espagnol a retrouvé sa souveraineté. La dictature est terminée, mais pas le franquisme. Peu après, le 15 octobre 1977, la *Ley de Amnistía* – Loi d'Amnistie (Loi 46/1977) – est adoptée, véritable « pacte de l'oubli » jugé nécessaire pour permettre la consolidation du nouveau projet démocratique. Cette loi a notamment empêché l'enquête et la condamnation des exactions et crimes commis pendant la Guerre civile par le camp rebelle, dit aussi « national » – ou « nationaliste » – (*los Nacionales*), et pendant le régime franquiste.

Compte tenu de la fragilité de la période dite de « la Transition à la démocratie », on peut comprendre les raisons qui ont poussé les partis politiques de la Transition à se mettre d'accord pour accepter cette loi que certains ont nommé « loi d'amnésie ». Cependant, un groupe d'Espagnols rassemblant de nombreux parents et proches des victimes du franquisme s'est organisé activement contre cette loi, réclamant la transparence et la justice, et exigeant, entre autres, de savoir ce qui était arrivé à leurs proches, comment et où ils avaient été tués, et où étaient enterrés les corps.

Trente ans plus tard, en 2007, en réponse à cette demande populaire qui a résisté à l'épreuve du temps, et à la pression des associations mémorielles – comme la ARMH, Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica créée en 2000[3]– , le Gou-

[3]Voir le site de l'ARHM : « L'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique (ARMH) est née suite à l'exhumation d'une fosse commune dans laquelle se trouvaient les restes de 13 civils républicains assassinés par un groupe de tueurs phalangistes le 16 octobre 1936. L'exhumation a eu lieu dans le village de Priaranza del Bierzo, au mois d'octobre 2000. De nombreuses personnes se sont rendues au lieu de l'excavation pour demander de l'aide pour la recherche de disparus. Et avec un groupe de quelques personnes, nous avons décidé de créer l'association pour leur apporter cette aide. […] Nous œuvrons depuis 2000 pour rendre la dignité à notre passé, réclamer la justice pour ceux qui l'ont méritée et ne l'ont pas eue, et renforcer notre démocratie. […] Depuis, nous avons réalisé des dizaines d'exhumations de fosses communes. Mais nous avons également réussi à inscrire les questions relatives à la mémoire historique à l'agenda politique ; notamment pour que le 20 novembre 2002 la Commission Constitutionnelle de la Chambre des Députés condamne à l'unanimité le coup d'état franquiste. » https://memoriahistorica.org.es/quest-ce-que-lassociation-pour-la-recuperation-de-la-memoire-historique-armh-2000-2012/ (Consulté le 07/02/2026)

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

vernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero a promulgué une première loi, la *Ley de Memoria Histórica* – la Loi sur la Mémoire Historique – (Loi 52/2007) :

> Il est donc temps que la démocratie espagnole et les générations vivantes qui en jouissent aujourd'hui honorent et récupèrent à jamais tous ceux qui ont directement souffert des injustices et des griefs produits, pour l'une ou l'autre raison politique, idéologique ou de croyance religieuse, au cours de ces périodes douloureuses de notre histoire. Et, bien sûr, à ceux qui ont perdu la vie. Avec eux, leurs familles. À ceux qui ont perdu leur liberté en subissant l'emprisonnement, la déportation, la confiscation de leurs biens, le travail forcé ou l'internement dans des camps de concentration à l'intérieur ou à l'extérieur de nos frontières. Et aussi à ceux qui ont perdu leur patrie en étant contraints à un long exil, déchirant et, dans de nombreux cas, irréversible… (*Ley de memoria histórica* 2007 : 3).

Cette loi a popularisé la question de “la mémoire historique” en Espagne au point que ce concept ne s'applique qu'à la Guerre civile et à la dictature franquiste.

En 2022, cette loi a été abrogée et remplacée par la Loi sur la mémoire démocratique – *Ley de memoria democrática* – (Loi 20/2022), avec les mêmes objectifs, mais avec la volonté d'aller plus loin. Parmi ces objectifs, citons : le droit des victimes à être reconnues comme telles par l'État et à recevoir une réparation, y compris une indemnisation pour les biens saisis et les sanctions économiques subies ; la déclaration du régime franquiste et des tribunaux ou jurys de la dictature comme illégaux, ce qui de fait proclame la nullité de leurs sentences ; l'interdiction d'utiliser la symbologie franquiste, de se prêter à des actes publics humiliant les victimes ou honorant le coup d'État de 1936 ; l'extinction de toute fondation ou association exaltant le franquisme ; la transformation du Valle de los Caídos – le mausolée abritant les tombes de Francisco Franco et de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange espagnole – en Valle de Cuelgamuros, c'est à dire la dissolution de ce qui était le cimetière de la Phalange et du franquisme et le « sanctuaire mégalomaniaque devenu le lieu de pèlerinage incontournable de la sphère néofasciste européenne » (Guien 2018 : 22) ; la création d'un tribunal de “la mémoire démocratique” et des droits de l'homme pour enquêter sur les crimes de la Guerre civile et de la dictature franquiste. L'un des points d'avancée majeure de cette loi est la prise en charge par l'État de la récupération et de l'identification des corps des victimes du franquisme, de l'établissement de la carte des fosses communes en cours d'élaboration – ce que les associations de familles de disparus et victimes avaient porté seules jusque-là[4]. Cette loi a impulsé aussi la création d'un protocole d'exhumation et d'une banque nationale d'ADN des victimes pour leur identification après comparaison avec les échantillons biologiques de leurs proches, afin de réaliser un recensement officiel des victimes[5].

[4] Voir la page consacrée au recensement des projets mémorialistes portés par le *Ministerio de política territorial y memoria democrática* : (site consulté le 07/02/2026) https://mptmd.gob.es/portal/memoriademocratica/archivos-estatales/guiadecensosdevictimas/proyectos-memorialistas.

[5] Voir la carte de la localisation des fosses communes en Espagne, et le moteur de recherche des victimes sur le site Web officiel du *Ministerio de la Presidencia, Relaciones con las Cortes y Memoria Democrática* :
https://www.mpr.gob.es/memoriademocratica/mapa-de-fosas/Paginas/index.aspx.

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

La *Ley de Memoria Histórica* a été approuvée par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero et la *Ley de Memoria Democrática* par le gouvernement de coalition, formé par le PSOE et Unidas Podemos, présidé par Pedro Sánchez. Dans les deux cas, les forces conservatrices s'y sont opposées.

La droite espagnole n'a jamais condamné le coup d'État de 1936, ni les crimes de Franco (Schwartz 2022). Au contraire, ses représentants politiques font fréquemment des remarques désobligeantes à l'égard des victimes du régime franquiste et des hommes politiques, intellectuels et autres qui défendent le droit du peuple espagnol à ne pas oublier les atrocités commises sous le régime franquiste (*Cf.* Europa Press 2019 ; Baquero 2019 ; Álvarez 2014). L'extrême droite espagnole, désireuse de gagner des électeurs, et manipulant la population, va même plus loin : elle alimente un récit qui réécrit l'histoire de l'Espagne en blanchissant la dictature de Franco (González 2020). Ce n'est pas nouveau, Franco avait déjà largement pratiqué ce type de manipulation et de propagande. De la période franquiste à notre époque actuelle, les forces conservatrices n'ont eu de cesse de pervertir la mémoire, d'encourager l'oubli, voire de tenir des discours négationnistes comme ceux de Pío Moa Rodríguez – auteur de *Años de hierro. España en la posguerra. 1939-1945* (2007), véritable panégyrique du franquisme –, qu'affiche jusqu'en 2011 le journal en ligne *Libertad Digital*, fondé par le journaliste Federico Jiménez Losantos[6].

> On croyait le pays épargné par la montée en puissance de l'extrême droite, il n'en est rien. Depuis le milieu des années 1970 et la transition démocratique, l'Espagne est le lieu d'un violent affrontement mémoriel qui empêche le passé de passer. […] Les historiens font également face à des lectures négationnistes du passé qui rencontrent soutiens politiques et sympathies populaires. Aujourd'hui, l'inconscient politique du pays semble mettre en péril toute possibilité de résilience collective. (Guien 2018 : 22)

Face à cette situation, il s'est produit en Espagne, à la fin des années 1990, ce qu'on a pu appeler « un printemps mémoriel » auquel les arts et le théâtre en particulier ont largement participé :

> Si l'on veut retracer le difficile parcours de la lutte mémorielle en Espagne et comprendre les relations qu'elle a pu entretenir avec les milieux artistiques et intellectuels, il est nécessaire de remonter à l'apparition de son front le plus organisé : celui des associations de familles de victimes du franquisme. Si nombre d'entre elles s'organisent dès la mort du dictateur, il faut toutefois attendre la fin des années 1990 pour assister à la véritable émergence d'un « printemps mémoriel » en Espagne ; (Guien 2018 : 23)

[6] L'historiographie de la répression franquiste s'est développée à partir des années 1970 avec des historiens comme Alberto Reig Tapia, Francisco Moreno, Julian Casanova, Francisco Espinosa qui s'employèrent à « déconstruire l'historiographie franquiste » et « à documenter la répression […] Mais à la toute fin des années 1990, alors que le champ de la recherche historique avait gagné en pluralité, resurgit, de façon presque simultanée à l'apparition des militants de la mémoire historique, un discours négationniste autour de la répression franquiste. "Le premier à l'incarner, c'est Pío Moa", accuse Francisco Espinosa. » (Guien 2018 : 24).

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

3 Le théâtre espagnol de la mémoire historique et démocratique

Entre 1975 et 1995, comme le rappelle Aurore Guien (2018 : 28), dans le domaine de la littérature, « le nombre de parutions faisant directement référence à la guerre civile s'élève à près de trois mille six cent. » Le monde du théâtre et des arts vivants – auteurs, metteurs en scène, performers – n'est pas en reste : il réagit et s'engage dès les années 1990 – avec une montée en puissance au cours du XXIe siècle – dans ce travail de récupération de la mémoire historique et démocratique, d'autant plus qu'il dispose d'outils aptes à la présenter au public de manière directe, éveillant émotion(s) et esprit critique, sur le mode participatif et interactif, dans des parcours mémoriels ou des formes documentaires, ou encore dans des formes dramatiques plus classiques, parfois comme un jeu intellectuel ou sur un mode ludique. Il s'agit d'informer sur les faits, de souligner le danger de l'attitude d'amnésie et de signifier l'urgence à réagir et agir. Ce théâtre espagnol choisit dès lors des formes dramaturgiques qui encouragent le débat et incitent à enquêter pour en savoir plus sur la réalité montrée ou à peine esquissée sur scène.

Dans le théâtre espagnol du XXIe siècle, les textes dramatiques sur la Guerre civile et la dictature de Franco sont pléthore. Parmi ces auteurs : Alonso de Santos, Jerónimo López Mozo, Sanchis Sinisterra, Alberto Miralles, pour la “génération de la Transition”, et, pour les plus jeunes : Mariano Llorente, Laila Ripoll, Juan Mayorga, Itziar Pascual, Maxi de Diego, Alberto Conejero, Gracia Morales, Antonio Miguel Morales Montoro, Carlos Herrera Carmona, pour n'en citer que quelques-uns. On ne doit pas être loin de la vérité en affirmant qu'il serait difficile de citer un des auteurs de ce XXIe siècle qui n'ait pas écrit une pièce sur ce thème.

En revanche, paradoxalement, ces pièces accèdent moins facilement à la scène. Les principaux réseaux de théâtre en Espagne sont publics et la grande majorité de leurs programmateurs recherchent des pièces qui « ne dérangent pas » et se vendent. Aussi, peu de compagnies prennent le risque aujourd'hui de produire des spectacles sur la Guerre civile ou la dictature franquiste. Un bon exemple en est la pièce d'Alberto Conejero, de 2023, *El mar : visión de unos niños que no lo han visto nunca* (*La mer : vision d'enfants qui ne l'ont jamais vue*), qui met en scène un instituteur républicain catalan, Antoni Benaiges, assassiné en juillet 1936, à l'âge de 33 ans, par un groupe de phalangistes. La représentation de cette pièce, produite par Teatre Nacional de Catalunya, Festival FITT de Tarragona et Xavier Bobés, et mise en scène par Xavier Bobés et Alberto Conejero, avait été programmée à Briviesca (Burgos) – Burgos l'un des fiefs de Franco pendant la Guerre civile, et siège de son premier gouvernement dès octobre 1936. Les hasards du calendrier firent que la pièce devait être représentée juste après les élections municipales de mai 2023, que le PP remporta avec le soutien de VOX et Ciudadanos, évinçant le PSOE (Marcos et Navarro 2023). La représentation fut aussitôt annulée par la nouvelle équipe de la Mairie.

Cette attitude des programmateurs est clairement un héritage de la dictature franquiste qui contribue à ouvrir le chemin aux droites, notamment à la droite la plus extrême en Espagne, en l'occurrence VOX. Rendre difficile la distribution des œuvres sur “la mémoire historique” est l'une des stratégies politiques qui visent à renforcer le récit dévoyé ou négationniste déroulé par les droites. C'est parce que “la mémoire

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

historique" protège non seulement le passé, mais surtout le présent et l'avenir que j'écris du théâtre sur "la mémoire historique et démocratique". Au-delà de la question de la mémoire, il y a les menaces du national-populisme actuel et le retour du fascisme. Aussi ce théâtre de la récupération de la mémoire historique est-il un théâtre nécessaire, et il se doit d'être un "théâtre d'urgence". C'est bien ce que j'ai compris, même si je n'ai commencé à écrire sur cette question – qui aujourd'hui est un pilier majeur de ma dramaturgie – qu'à partir de 2020, alors que mes premiers textes sont de 1990[7]. J'ai écrit trois pièces sur ce sujet : *Patriotas (Historia de un viejo y su perro)* (*Patriotes. Histoire d'un vieil homme et de son chien*) (2020), *Hendaya 1940+* (*Hendaye 1940+)* (2021), et *El ocaso de los patriotas* (*Le crépuscule des patriotes)* (2022)[8]. Je me concentrerai sur la première, écrite en 2020, publiée en 2023, mais je présenterai avant brièvement les deux autres.

4 Ma contribution à ce mouvement du théâtre de la récupération de la mémoire historique et démocratique

El ocaso de los patriotas (2022) est un drame historique dont les protagonistes sont des militaires républicains. Structurée comme une mosaïque, la pièce s'organise en trois scènes : « El otoño de los patriotas »[9], « 19 de julio de 1936 » et « El poder de un dios en la tierra ». On y voit des militaires qui ont donné leur vie pour la République, mais aussi leurs bourreaux. Il s'agit de signaler le détournement opéré par la droite politique – détournement toujours actif depuis le régime franquiste – du mot "patriote" et d'inviter les spectateurs à réfléchir à son emploi.

Hendaye 1940+[10] (2021) est une « tragédie historique délirante » sur la rencontre entre Franco et Hitler à Hendaye. En suivant la structure réelle de la rencontre et en respectant les thèmes qui y ont été abordés, je crée un portrait de ces deux criminels, qui m'a conduit inévitablement au choix du grotesque. L'objectif est de dénoncer les stratégies de "blanchiment" et d'idéalisation de la figure du dictateur espagnol et de rappeler aux lecteurs et spectateurs actuels que Francisco Franco Bahamonde, non seulement était un dictateur, mais aussi un génocidaire, comme le montrent clairement les crimes commis d'abord lors du coup d'État, alors qu'il n'était que l'un généraux du soulèvement, puis en tant que dictateur (Preston 1998 ; 2021), surtout dans la première étape du franquisme, la période la plus dure en exactions, purges et exécutions.

Patriotas (Historia de un viejo y su perro)[11] (2023), est une tragédie sociale et historique. La pièce se déroule à Madrid en janvier 1996, peu après la dissolution des Cortes (chambre des députés) le 9 janvier 1996, quelques semaines avant les élections

[7] J'appartiens à ce que l'on a nommé la « Génération Romero Esteo » qui rassemble 23 auteurs andalous ou installés en Andalousie, nés entre 1968 et 1985, et lauréats (finaliste, accessit, mention spéciale du jury, ou prix) du Prix Miguel Romero Esteo dans sa première étape (1997-2009).

[8] Voir mon article sur cette pièce (Gil Palacios 2026).

[9] Cette scène a fait l'objet d'une traduction en français par Gregoria Palomar : voir (Palacios 2024). On y voit un fils, capitaine au service des Nationalistes de Queipo de Llano qui vient de prendre Séville, essayant de convaincre son père, colonel républicain, de se soumettre pour éviter la mort. Ce dernier préfèrera mourir que trahir ses idéaux. C'est contre la muraille de la Macarena (Séville) qu'il est exécuté.

[10] Texte inédit.

[11] J'ai pu écrire cette pièce grâce à une subvention à la création attribuée par la *Consejería de Cultura y Patrimonio Histórico de la Junta de Andalucía*. En 2022, cette pièce a été récompensée par le prix : *I Premio de Dramaturgia de la Diputación de Huelva*.

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

générales du 3 mars 1996 au cours desquelles le PP a remporté les élections après quatorze ans de domination du PSOE. Le protagoniste est le colonel Ballesteros, assistant personnel du général Queipo de Llano en juillet 1936, qui participe à une « commission de vérité » – *comisión de la verdad* –, mise en place par le gouvernement socialiste avec le soutien des autres forces politiques de la chambre des députés. Alors qu'il témoigne devant la commission sur les événements survenus à Séville autour du 18 juillet 1936, le colonel Ballesteros tente de reprendre contact avec sa fille, dont il s'est éloigné pour des raisons idéologiques et personnelles, et de resserrer les liens avec Pablo, son petit-fils. Il ne connaît ce dernier qu'à travers des conversations téléphoniques, portant notamment sur le dressage de chiens, une passion qu'ils partagent. Le colonel Ballesteros vit retranché dans son idéologie, en désaccord avec ceux qu'il aime et hanté par les fantômes du passé, notamment par son implication dans les crimes de El Aguaucho.

Si le personnage du colonel est fictif, tout ce qui l'entoure est vrai, à l'exception bien sûr de la « Commission de vérité ». Les fragments des discours du général Queipo de Llano, que le colonel reproduit dans la scène la plus grotesque de la pièce, alors qu'il jouit d'un moment d'intimité avec Chari, une prostituée, en sont une transcription littérale :

> Nos braves légionnaires et réguliers ont appris aux Rouges ce que c'est que d'être un homme. D'ailleurs, les femmes des Rouges aussi. Elles ont enfin rencontré de vrais hommes, et non des miliciens émasculés. Qu'elles se débattent et beuglent tant qu'elles veulent ! Elles n'y échapperont pas. (cité par Cabanellas 1977, II : 35).
>
> Tuez comme un chien tous ceux qui oseront vous défier, je vous y autorise ; faites-le et vous serez exonérés de toute responsabilité (cité par Gibson 1986 : 165).

Il s'agit de fragments de discours que Queipo de Llano prononçait périodiquement sur Radio Séville[12] pour encourager ses troupes et saper le moral de l'ennemi. Ils expriment clairement la stratégie de la terreur pratiquée par l'armée rebelle. On y lit l'appel au viol, qui devient ainsi une arme de guerre, mais aussi – comme l'ont fait Mola et Franco (Gibso 1986) – l'appel à l'extermination de l'ennemi, c'est-à-dire au génocide pour des raisons idéologiques. Tout cela permet de comprendre comment un crime aussi odieux que celui de El Aguaucho a pu être commis. Le crime de El Aguaucho a eu lieu à Fuentes de Andalucía, dans la province de Séville, dans la nuit du 27 août 1936. À Fuentes de Andalucía, il n'y a pas eu de résistance armée au coup d'État militaire, de sorte que les putschistes y ont pris le pouvoir dès le 18 juillet. Ce jour-là, les Républicains de la ville sont emprisonnés. Les exécutions ont commencé une

[12] Nous renvoyons au poème satirique, « Radio Sevilla » (1936) que Rafael Alberti consacre à l'évocation grotesque de Queipo de Llano : « ¡Atención ! Radio Sevilla./Queipo de Llano es quien ladra,/quien muge, quien gargajea,/quien rebuzna a cuatro patas./¡Radio Sevilla ! – Señores :/aquí un salvador de España./¡Viva el vino, viva el vómito ! (« Attention !, ici Radio Séville./ C'est Queipo de llano qui aboie,/ qui mugit,/ qui graillonne,/ qui brait à quatre pattes./ Radio Séville !-. Messieurs :/ ici un sauveur de l'Espagne./ Vive le vin, vive la vomissure ! »

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

semaine plus tard. Entre le 24 juillet et le 29 septembre 1936, la répression organisée à Fuentes de Andalucía a laissé 116 cadavres dans des fosses communes (Serrano 2017). Quelques semaines plus tard, en août, a lieu le crime de El Aguaucho. La Junta de Andalucía (Consejería de Turismo, Cultura y Deporte) a consacré un site à cette tragédie, faisant de El Aguaucho un lieu de "mémoire historique et démocratique" de l'Andalousie :

> Au cours du mois d'août, un groupe de phalangistes a chargé un camion de jeunes prisonnières âgées de 16 à 22 ans et s'est rendu à la ferme [de El Aguaucho] au milieu de la matinée. Comme s'il s'agissait d'une fête champêtre, ils les ont forcées à préparer et à leur servir de la nourriture, les ont violées, assassinées et ont jeté leurs corps dans un puits. Au crépuscule, le camion est revenu et a emprunté la rue principale occupée uniquement par les tueurs qui, dans un état d'ébriété, en guise de trophée, exhibaient, au bout de leurs fusils, les sous-vêtements des filles assassinées. (Junta de Andalucía, n. d.)

Les jeunes filles violées et assassinées étaient : María Jesús Caro González, 18 ans ; Coral García Lora et sa sœur Josefa García Lora, 16 et 18 ans ; María León Becerril, 22 ans ; Joaquina Lora Muñoz, 18 ans (Serrano 2017).

Comme je l'ai indiqué, la « Commission de vérité » à laquelle le colonel Ballesteros est convoqué est totalement imaginaire. Il m'a semblé doublement intéressant d'inventer cette « Commission de vérité ». D'une part, parce que c'est un franquiste qu'on recrute pour faire toute la lumière sur les exactions auxquelles il a lui-même participé, et surtout parce qu'il n'y a jamais eu de commission de vérité en Espagne. Au contraire, les tentatives de faire la lumière sur les crimes de la Guerre civile ont été systématiquement boycottées et empêchées. L'un des cas les plus notoires est celui de la *Querella Argentina* – la plainte argentine contre les crimes du franquisme –, rejetée par le gouvernement de Mariano Rajoy, qui déclara les crimes dénoncés comme déjà prescrits en Espagne en vertu de la Loi d'Amnistie de 1977.

Mon objectif, avec cette pièce, *Patriotas (Historia de un viejo y su perro)*, est de secouer les lecteurs/spectateurs, qu'ils s'étonnent qu'un franquiste notoire puisse participer à une telle « commission de vérité », et s'interrogent sur l'existence de celle-ci, qu'ils vérifient si elle a bien existé ou pas, qu'ils se posent les mêmes questions qui me taraudent : Pourquoi en Espagne n'y a-t-il pas et n'y a-t-il jamais eu de « commission de vérité » ? Pourquoi les gouvernements successifs infantilisent-ils la population espagnole en lui cachant la vérité ? Pourquoi les victimes continuent-elles d'être ignorées dans l'Espagne démocratique ? Pourquoi l'Espagne, État de droit, continue-t-elle de protéger les bourreaux du régime franquiste ?

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

5 Conclusion

Mes objectifs liés à “la mémoire historique” dans l’écriture de cette pièce ont été les suivants :

> (1) Rappeler le crime de El Aguaucho, et récupérer la mémoire des jeunes filles violées, suppliciées et outragées jusque dans la mort. Mais aussi présenter ce tragique épisode comme un exemple, parmi tant d’autres, des atrocités commises par le camp “national” galvanisé par les slogans dictés par ses chefs militaires.
>
> (2) Ne pas oublier que Gonzalo Queipo de Llano fut un général génocidaire aux ordres de Franco, qui prit le pouvoir sous la menace des armes à Séville le 18 juillet 1936 et qui, dès lors, sema la terreur en Andalousie.
>
> (3) Inviter à réfléchir sur l’absence en Espagne d’une « Commission de vérité » pour faire toute la lumière sur les crimes commis par l’armée rebelle pendant la Guerre civile et par le régime franquiste pendant la dictature.
>
> (4) Encourager la réflexion sur la nécessité de lutter encore aujourd’hui contre l’oubli et de refuser la promotion de l’équidistance, fort confortable, qui attribue une responsabilité égale aux deux camps de la Guerre civile. Heureusement, il a été bien démontré par les historiens que ce n’est pas le cas, que le camp “national” a été une machine vouée à l’extermination de l’ennemi et de la démocratie. La connaissance de la vérité sur leurs crimes est un antidote à l’équidistance.

Aujourd’hui encore, de nombreuses familles dans toute l’Espagne sont à la recherche de leurs morts. Séville, 24 juin 2023, midi. Réunion de la Plate-forme de la Mémoire Historique, Place de la Gavidia. Sous un soleil de plomb, une vingtaine de personnes se rassemblent sous la statue de Daoiz, en face du Département régional de la Justice et de l’Administration Publique, anciennement Capitainerie Générale, et juste en face du balcon d’où le général Gonzalo Queipo de Llano prononçait ses discours. Il fait chaud, mais ces gens sont déterminés à se battre pour que la justice et la vérité prévalent. Ils se réunissent ici le dernier samedi de chaque mois, qu’il pleuve, qu’il vente, qu’il grêle ou, comme en ce 24 juin 2024, qu’il fasse presque 40 degrés. Ils viennent avec des photos de leurs proches disparus, mais aussi avec leurs histoires, souvent transmises par leurs grands-mères et leurs mères, car presque aucun d’entre eux n’est assez âgé pour avoir connu les parents qu’ils recherchent. Leur entreprise est honnête, digne, nécessaire. De telles manifestations et volonté d’obtenir des réponses à ces demandes légitimes me confirment dans ma conviction qu’écrire sur “la mémoire historique” a du sens, que s’engager dans la société à travers “la mémoire historique” a du sens. La négation de notre histoire a-t-elle quelque chose à voir avec la tension actuelle en Espagne et la montée de l’extrême droite ? Quel est l’avenir d’un pays qui nie son histoire ?

María Jesús Caro González, Coral García Lora, Josefa García Lora, María León Becerril, Joaquina Lora Muñoz, les jeunes filles du massacre de El Aguaucho. Deux cent

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

mille personnes assassinées comme elles par les troupes franquistes pendant la Guerre civile et deux cent mille autres pendant la dictature (Preston 1998). Plus de deux mille cinq cents fosses communes localisées, dispersées dans des cimetières et au bord des routes dans toute l'Espagne, dans lesquelles reposent encore aujourd'hui plus de cent mille Espagnols assassinés (Del Río 2019). Et dans le même temps, l'extrême droite fait le forcing pour s'imposer dans beaucoup de pays d'Europe.

Alors, oui, il y a urgence : écrire sur "la mémoire historique" en Espagne a du sens, aussi pour l'Europe.

Bibliographie

Álvarez, Javier (2014), « Las víctimas del franquismo llevarán a Rafael Hernando hasta el Constitucional », Cadena SER (site Web), 16/06/2014. https://cadenaser.com/ser/2014/06/16/espana/1402876231_850215.html (Consulté le 07/02/2026).

Amo Sánchez, Antonia (2014), « Dramaturgias de lo imprescriptible : un teatro para la recuperación de la memoria histórica en España », *Anales de la literatura española contemporánea (ALEC)*, vol. 39, nº 2, p. 341-369.

Baquero, Juan Miguel (2019), « Víctimas del franquismo desmienten a la senadora del PP que se burló de la Memoria Histórica : 'No hemos recibido ninguna explicación'. », *elDiario.es*, 07/02/2019. https://www.eldiario.es/sociedad/victimas-franquismo-pp-memoria-historica_1_1709114.html (consulté le 07/02/2026).

Baquero, Juan Miguel (2020), « Diez años de Querella Argentina : el único juicio en el mundo contra el franquismo », *elDiario.es*, 13/04/2020. https://www.eldiario.es/sociedad/querella-argentina-unico-juicio-franquismo_1_2258964.html (Consulté le 07/02/2026).

Blanco, Laura (2013), « Baile protesta sobre la "tumba" de Queipo de Llano », *El Correo de Andalucía*, 11/06/2013.

Cabanellas, Guillermo (1977), *Cuatro generales*, Barcelone, Planeta.

Conejero, Alberto (2023), *El mar : visión de unos niños que no lo han visto nunca,* Madrid, Antígona.

Del Río, Nacho (2019), « El mapa de la vergüenza en España : todas las fosas comunes de las víctimas de la Guerra Civil y el franquismo », *La Sexta* (site Web), 26/02/2019. https://www.lasexta.com/noticias/nacional/mapa-verguenza-espana-todas-fosas-comunes-victimas-guerra-civil-franquismo_20190226 5c7553260cf2e60c4243c6c5.html (consulté le 07/02/2026).

Estal, Ximo (2019), « VOX : el menosprecio a las víctimas del franquismo », *El Periódico*, 24/04/2019. https://www.elperiodico.cat/ca/entre-tots/participacio/vox-el-menosprecio-a-las-victimas-del-franquismo-190445 (consulté le 07/02/2026).

Europa Press (Sevilla) (2019), « VOX llama buscadores de huesos a los defensores de la Ley de Memoria Histórica », *El Mundo* (Cordoue), 21/03/2019. https://www.elmundo.es/andalucia/2019/03/21/5c939326fdddff6f888b4755.html (consulté le 07/02/2026).

Gibson, Ian (1986), *Queipo de Llano. Sevilla verano de 1936*, Barcelone, Grijalbo.

Gil Palacios, Miguel (2026), « De la tranchée au labyrinthe. Une réflexion personnelle sur l'engagement », in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Le(s) sens de l'engagement dans les arts au XXIe siècle. Poésie, théâtre, arts visuels et musique.*, France, Éditions des archives contemporaines, Coll. « LES :TRACES », p. 145-152, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9452 (consulté le 07/02/2026).

González, Miguel (2020), « Operación blanquear el franquismo », *El País* (édition numérique), 04/10/2020. https://elpais.com/cultura/2020-10-03/operacion-blanquear-el-franquismo.html (Consulté le 07/02/2026).

Guien, Laura (2018), « Les démons du franquisme. L'Espagne aux prises avec le négationnisme », *Revue du crieur* (éditions La découverte), 2018/1, N° 9, p. 20-35. Doi : 10.3917/crieu.009.0020

Junta de Andalucía Consejería de Turismo, Cultura y Deporte (site Web), « El Aguaucho. Parque Luchadores por la Libertad, Fuentes de Andalucía (Sevilla) », page consacrée à Aguaucho como lieu de mémoire historique et démocratique d'Andalousie. https://www.juntadeandalucia.es/organismos/culturaydeporte/areas/cultura/memoria-democratica/lugares-memoria-democratica/paginas/aguaucho.html (consulté le 07/02/2026).

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809

Ley 46/1977, de 15 de octubre, de Amnistía, *Boletín Oficial del estado* (*BOE),* nº 248, 17/10/1977. Referencia : BOE-A-1977-24937 https://www.boe.es/buscar/pdf/1977/BOE-A-1977-24937-consolidado.pdf (consulté le 07/02/2026).

Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura, *Boletín Oficial del estado (BOE)* nº 310, 27/12/2007. Referencia : BOE-A-2007-22296 https://www.boe.es/buscar/pdf/2007/BOE-A-2007-22296-consolidado.pdf (consulté le 07/02/2026).

Ley 20/2022, del 19 de octubre, de Memoria Democrática, *Boletín Obicial del estado (BOE)*, nº 252, 20/10/ 2022. Referencia : BOE-A-2022-17099 https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2022-17099 (consulté le 07/02/2026).

Marcos, Carlos y Navarro, Juan (2023), « El autor de una obra sobre memoria histórica denuncia censura por parte del Ayuntamiento burgalés de Briviesca », *El País* (édition numérique), 04/07/2023. https://elpais.com/cultura/2023-07-04/el-autor-de-una-obra-sobre-memoria-historica-denuncia-censura-por-parte-del-ayuntamiento-burgales-de-briviesca.html (consulté le 07/02/2026).

Palacios, Miguel (2023), *Patriotas (Historia de un viejo y su perro)*, Cordoue, Diputación Provincial de Córdoba.

Palacios, Miguel (2024), « *Le crépuscule des patriotes*. Texte dramatique de Miguel Palacios » (traduit par Gregoria Palomar), in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Silence, son et langage. Expérience et esthétisation de la violence organisée aux XXe et XXIe siècles*, France, Editions des Archives Contemporaines, Coll. « LES :TRACES », p. 151-162. Doi : https://doi.org/10.17184/eac.8098

Preston, Paul (1998), *Las tres españas del 36*, Barcelone, Plaza & Janés.

Preston, Paul (2021), *El holocausto español. Odio y exterminio en la Guerra Civil y después*. Barcelone, Debolsillo.

Serrano, María (2017), « Violadas, asesinadas y arrojadas a un pozo. Se inicia la exhumación del crimen del Aguaucho », *Publico.es*, 20/08/2017. http://www.publico.es/sociedad/memoria-historica-violadas-asesinadas-arrojadas-pozo-inicia-exhumacion-crimen-aguaucho.html (consulté le 07/02/2026).

Schwartz, Marco (2022), « El PP miente : nunca ha condenado el franquismo », *el Diario.es*, 21/07/2022. https://www.eldiario.es/opinion/zona-critica/pp-miente-condenado-franquismo_129_9191193.html (consulté le 07/02/2026).

Published in : FÖLLMI, Beat ; RECK, Isabelle (dir.), *Trou(s) de mémoire dans les arts : traces et fissures. Poésie, théâtre, arts visuels et musique aux XXe et XXIe siècles*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005809, doi : 10.17184/eac.9782813005809